

Guatemala : des élections qui changent la donne ?

Bernard Duterme¹

Tout comme le reste de l'Amérique centrale, le Guatemala est sorti de nos écrans radars médiatiques depuis la fin des conflits politiques armés qui déchiraient encore la région aux derniers jours de la Guerre froide. Depuis lors, seul un ouragan, une éruption volcanique ou un séisme plus dévastateur que le précédent a l'heur de nous rappeler son existence. Ou alors, une élection présidentielle hors du commun, une élection qui change la donne ou qui en contient la promesse. Est-ce le cas du « processus électoral général » – municipal, législatif, présidentiel, parlementaire centraméricain – que le pays vient de vivre ? Oui et non.

Oui, parce que ces élections ont été précédées de plusieurs mois de mobilisations totalement inédites dans le Guatemala de ces dernières décennies. Mobilisations qualifiées sur place de « réveil citoyen », voire de « printemps guatémaltèque », et qui ont abouti, à la veille du premier tour du scrutin du 6 septembre dernier, sur la destitution et la détention du président de la République, l'ex-général Otto Pérez, et de sa vice-présidente. Ce n'est pas mince au pays de l'impunité ! Impunité quasi intacte des régimes militaires d'hier – responsables du massacre de plus de 200 000 civils, pour la plupart indigènes mayas – ; impunité des principaux acteurs du système « démocratique » confisqué et corrompu en place depuis 1986 ; impunité aussi des tueurs privés ou d'État qui placent le Guatemala dans le top 5 des pays les plus violents au monde.

Bien sûr, cet audacieux soulèvement civique guatémaltèque n'a pu renverser la tête de l'Etat seul. Sans les travaux de la Commission onusienne contre l'impunité au Guatemala (CICIG) et la détermination d'une procureure qui ont mis au jour un vaste scandale de corruption, sans les pressions de l'ambassade des Etats-Unis et celles de l'oligarchie nationale (à travers le CACIF) pressées d'en finir avec un Exécutif devenu indéfendable, le président Pérez serait de toute évidence resté en place jusqu'à l'entrée en fonction de son successeur, prévue en janvier 2016. Le plus préoccupant, c'est que le soufflé citoyen – surtout universitaire et de classe moyenne urbaine – semble retombé. La volonté d'organisations « indigènes et populaires » de conditionner la participation aux élections à une profonde réforme de l'État et partant à la tenue d'une « Assemblée constituante plurinationale et populaire » n'a pas été suffisamment relayée.

Les élections ont donc eu lieu. Et le premier tour a accouché d'un duo atypique : un « humoriste de la télévision », l'évangélique Jimmy Morales (24% des votes valides), figure « antipolitique et anticorruption » ; et une ex-première dame, Sandra Torres

¹. Directeur du Centre tricontinental - CETRI (Louvain-la-Neuve).

(20%), à la sensibilité plus sociale, mais flanquée d'un candidat à la vice-présidence qui fut le principal mécène du président sortant – Otto Pérez, droite dure – actuellement incarcéré. La campagne de l'humoriste a été financée par une partie non négligeable de l'élite militaire et patronale guatémaltèque ; celle de l'ex-première dame a aussi été arrosée par de grands noms des compagnies textiles, minières et énergétiques qui vampirisent littéralement l'économie et les ressources naturelles du pays. Au second tour, ce 25 octobre, c'est le premier qui l'a emporté.

Peu de chance donc qu'à moyen terme ces élections changent fondamentalement la donne. A l'analyse, Jimmy Morales est le huitième président élu depuis le retour à un État de droit « de façade » au Guatemala. Invariablement soutenus par l'un ou l'autre secteur de l'oligarchie nationale, ses prédécesseurs se sont chacun offert les services d'un nouveau parti politique ad hoc, machine médiatico-électorale éphémère qui s'est systématiquement écrasée, comme son candidat, lors des élections suivantes. Huit partis et huit présidents distincts donc à la tête de l'État guatémaltèque en huit mandats. Volatilité politique record qui, ajoutée à un système électoral vicié, à l'atomisation de l'offre partisane, à la continuité conservatrice et ultralibérale du pouvoir et à l'absence de forces progressistes fédératrices, hypothèque le sens réellement démocratique de l'« alternance » guatémaltèque.²

Le pays affiche, en matière de pauvreté, d'inégalités, de criminalité et de faiblesse des institutions, parmi les pires résultats du continent. En cause, un antédiluvien modèle de développement prédateur qui priorise l'approvisionnement du marché mondial en matières premières, au détriment de la souveraineté alimentaire des populations indigènes, « majorités minorisées » toujours victimes d'un « apartheid de fait ». En cause également, un État vidé de sa substance sociale à coup d'« ajustements », et une fiscalité dérisoire – la plus faible d'Amérique latine, 11% du PIB – qui épargne les nantis, ainsi que les grands groupes privés, nationaux ou transnationaux, de réels mécanismes de redistribution.

Bref, trente ans après le début de sa libéralisation politique et économique, vingt ans après la signature d'ambitieux « accords de paix » entre gouvernement et guérilla, le Guatemala reste étroitement dominé par ses démons, intérieurs et extérieurs.

². Au premier tour (6 septembre), le candidat du *Frente amplio* WINAQ-URNG-MAÍZ, principale expression politique des gauches post-années de guerre, a recueilli 2,1% des votes valides. Plus globalement, malgré le « vote obligatoire », l'abstention frôle les 30% de l'électorat inscrit. Et les votes blancs, les 10% des votes émis.